

# **Chambre des Représentants.**

---

SESSION DE 1918-1919.

---

**Projet de loi sur la détention préventive, les circonstances atténuantes  
et la participation du jury à l'application des peines <sup>(1)</sup>.**

---

## **RAPPORT**

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE <sup>(2)</sup>, PAR M. **NEUJEAN**.

---

**MESSIEURS,**

Le projet de loi soumis à vos délibérations, réalise trois réformes importantes.

La première est l'adjonction, à la loi de 1874, relative à la détention préventive, d'une disposition qui assure au conseil de l'inculpé la communication du dossier préalablement à la comparution en Chambre du conseil.

Elle a été unanimement approuvée par les Sections ; elle marque un pas en avant dans une voie ouverte, il y a une vingtaine d'années, par une circulaire de M. Begerem, alors Ministre de la Justice.

La seconde réforme que vise le projet de loi concerne la réduction des peines en cas d'admission des circonstances atténuantes.

La troisième instaure la participation du jury à l'application des peines.

Ces deux réformes n'ont pas rencontré une faveur aussi générale que la première.

Certains membres les considèrent, étant donné leur gravité, comme précipitées, insuffisamment étudiées ; d'autres ont reproché au projet son caractère de rétroactivité.

Le plus grand nombre cependant semble les avoir approuvées ; les

---

(1) Projet de loi n° 225.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. BRIFAUT, GOLENVAUX, BEGEREM, VERACHTENT, NEUJEAN et PECHER.

Sections ont désigné des rapporteurs en majorité ralliés au projet et votre Section centrale vous propose de l'adopter.

Les considérations émises dans l'Exposé des motifs, et qu'il serait superflu de reproduire dans ce rapport hâtif et nécessairement écourté, ont déterminé l'adhésion aux réformes proposées.

Elle pense que, d'une façon générale, il convient d'accorder aux juges plus de latitude que ne leur en laisse le chapitre IX du Code pénal traitant des circonstances; ainsi le font certaines législations étrangères.

Elle a tout spécialement la conviction que, si l'échelle des peines prévues par les articles 80 et suivants du Code pénal était maintenue, beaucoup de délinquants, dont la moralité publique réclame à cette heure la condamnation, échapperaient à toute répression.

Il n'y a pas lieu, selon elle, de s'arrêter à la critique formulée du chef de rétroactivité; il n'est, en effet, apporté aucune modification à la qualification des faits et à la juridiction; les peines seules sont changées et les peines proposées sont inférieures à celles fixées par la loi en vigueur.

\*  
\* \*

Pour se représenter exactement la portée de la réforme contenue dans l'article 2 du projet de loi, il importe de remarquer que l'article ne permet la réduction des peines qu'aux cas d'application des circonstances atténuantes. L'article 80 nouveau restera précédé de l'article 79 du Code pénal ainsi conçu : « S'il existe des circonstances atténuantes, les peines criminelles sont réduites ou modifiées conformément aux dispositions qui suivent. »

Le projet, pour plus de clarté, aurait pu rappeler cet article 79. Son rédacteur n'a pas cru que ce fût nécessaire, les nouveaux articles 80, 81, 82 devant tout naturellement s'insérer à leur place dans le Code pénal.

Le nouvel article 80 détermine l'échelle des peines applicables aux crimes de droit commun; le nouvel article 81 fixe celles qui sont applicables aux crimes politiques; ils sont calqués sur les textes anciens. On s'est attaché à suivre d'aussi près que possible l'ordre et les textes de nos lois existantes. L'énumération détaillée des peines relevées en ces articles, que certains membres jugeaient inutile en objectant qu'il suffirait de fixer le maximum et le minimum, nous paraît indispensable. L'interpénétration des cent premiers articles du Code pénal l'exigeait; ainsi l'article 52 punissant la tentative de crime renvoie aux articles 80 et 81, ainsi encore l'article 69 qui vise la complicité renvoie aux mêmes articles pour la détermination de la peine.

La peine de mort n'existait pas en matière politique. La guerre en a fait reconnaître la nécessité. Un arrêté-loi du 14 octobre 1916 l'appliqua « aux crimes contre la sûreté extérieure de l'État ». Ce fut l'origine d'une difficulté; l'ancien article 81 ne visant pas la peine de mort, il fallut, lorsque militaient des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, recourir à l'article 80 qui ne traite que des crimes de droit commun.

Pour éviter cette anomalie, un arrêté-loi du 14 septembre 1918 a ajouté à l'article 84 un alinéa ainsi conçu : « La peine de mort, portée pour crime contre la sûreté extérieure de l'État, sera remplacée par la détention perpétuelle ou par la détention extraordinaire. »

C'est cette disposition que reproduit le projet actuel en permettant, en outre, d'abaisser la peine jusqu'à un emprisonnement d'un an au moins.

Nous nous sommes demandé si la réduction proposée n'était pas excessive. Nous inclinons à le croire.

Aussi la Section centrale a-t-elle amendé le projet du Gouvernement et convie-t-elle la Chambre à fixer le minimum de la peine à trois ans pour les crimes de droit commun punissables de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité et à temps, à le fixer à deux ans pour ceux qui sont punissables des travaux forcés de quinze à vingt ans.

Mais en matière de crimes politiques, l'expérience de ces derniers mois lui fait redouter, dans l'hypothèse où la juridiction compétente n'aurait pas la faculté de réduire considérablement la peine, des acquittements qui feront scandale. On a vu des Conseils de guerre renvoyer des poursuites des prévenus en aveu sous le motif qu'ils ne pouvaient en conscience les frapper aussi durement que le prescrit la loi. A plus forte raison en serait-il de même des jurys qui, en certaines matières, — ainsi lors de crimes passionnels, — nous ont accoutumés à tant d'indulgence. C'est pourquoi la Section centrale s'est, après de longues discussions, ralliée au texte proposé par le Gouvernement pour l'article 84. Elle s'est rappelée que, comme l'écrivait M. Carton de Wiart, alors Ministre de la Justice, dans l'Exposé des motifs de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918, « la loi doit veiller à ne pas heurter la conscience du juge, à ce que lui soit épargné tout doute sur l'équité de sa sentence ».

\*  
\* \* \*

L'article 3 du projet abroge les articles 1, 2, 3, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi de 1867 sur les circonstances atténuantes.

Cette abrogation était indispensable, d'une part, pour comprendre les jurys parmi les juridictions appelées à prononcer sur l'existence de circonstances atténuantes, d'autre part, pour empêcher le renvoi devant les tribunaux correctionnels de tous les crimes non politiques.

La Section centrale propose à la Chambre, dans le but d'écarter toute confusion, d'ajouter à l'alinéa 1<sup>er</sup>, du texte proposé, pour remplacer l'article premier de la loi du 4 octobre 1867, les mots : « et, ainsi qu'il est dit ci-après, aux juridictions d'instruction ».

\*  
\* \* \*

L'innovation consacrée par l'article 4 du projet de M. le Ministre de la Justice n'a suscité aucune critique au sein de la Section centrale.

L'expérience a appris à chacun de nous qu'en fait les prescriptions de l'article 342 du Code d'instruction criminelle sont depuis longtemps lettres mortes pour les jurés et qu'amener une collaboration étroite et confiante entre la Cour et le Jury serait garantir à l'institution des Cours d'assises un maximum de rendement utile.

Observons que les articles du projet sont la copie presque textuelle du Code d'instruction criminelle. L'article 342 de ce Code disparaît, mais les articles 343 à 362 sont intégralement maintenus et le texte des articles 362 à 371 est modifié de façon à permettre au Jury de statuer sur l'application de la peine.

\*  
\* \*

Le rapport ci-dessus et les amendements ci-dessous énoncés ont été adoptés à l'unanimité des membres présents à la Section centrale.

*Le Rapporteur,*  
XAVIER NEUJEAN.

*Le Président,*  
A. MECHELYNCK.

---

**Amendements  
proposés par la Section centrale.**

**ARTICLE 2 DU PROJET.**

Au texte proposé sub article 80 du Code pénal, remplacer :

Dans le premier alinéa, les mots : « d'un an » par les mots : « *de trois ans* ».

Dans le deuxième alinéa, les mots : « d'un an » par les mots : « *de trois ans* ».

Dans le troisième alinéa, les mots : « d'un an » par les mots : « *de deux ans* ».

**ARTICLE 3 DU PROJET.**

Ajouter à l'alinéa 1<sup>er</sup> du texte proposé sub article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 octobre 1867, les mots : « *et, ainsi qu'il est dit ci-après, aux juridictions d'instruction* ».

**ARTICLE 6 DU PROJET.**

Remplacer le mot : « jour », par le mot : « *lendemain* ».

**Amendementen  
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

**ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP.**

In den voorgestelden tekst, sub artikel 80 van het Strafwetboek, te vervangen :

In het eerste lid, de woorden : « één jaar » door de woorden : « *drie jaar* ».

In het tweede lid, de woorden : « één jaar » door de woorden : « *drie jaar* ».

In het derde lid, de woorden : « één jaar » door de woorden : « *twee jaar* ».

**ARTIKEL 3 VAN HET ONTWERP.**

Aan het eerste lid van het voorgesteld eerste artikel der wet van 4 October 1867 toe te voegen : « *en, zooals hierna is bepaald, bij de rechtsmachten belast met het onderzoek* ».

**ARTIKEL 6 VAN HET ONTWERP.**

De woorden : « op den dag harer » te vervangen door de woorden : « *daags na hare* ».

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

---

Wetsontwerp op de voorloopige hechtenis, de verzachtende omstandigheden en de deelneming der gezworenen aan de toepassing der straffen <sup>(1)</sup>.

---

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR DEN HEER NEUJEAN.

---

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u ter behandeling is voorgelegd, beoogt de invoering van drie belangrijke hervormingen.

Door de eerste wordt aan de wet van 1874 op de voorloopige hechtenis eene bepaling toegevoegd, welke aan den raadsman van den beklaagde, vóór de verschijning in Raadkamer, inzage van de stukken verzekert.

Door de Afdeelingen werd zij eenparig goedgekeurd; zij is een stap vooruit op den weg die, vóór een twintigtal jaren, geopend werd door een omzendbrief van den toenmaligen Minister van Justitie, den heer Begerem.

De tweede hervorming, welke het wetsontwerp beoogt, betreft de vermindering der straffen ingeval verzachtende omstandigheden worden aangenomen.

Door de derde wordt de deelneming van de gezworenen aan de toepassing der straffen toegelaten.

Deze twee hervormingen werden niet zoo algemeen gunstig onthaald als de eerste.

Gezien hunne gewichtigheid, beschouwen sommige leden ze als voorbarig

---

(1) Wetsontwerp, n° 225.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren BRIFAUT, GOLENAUX, BEGEREM, VERACHTERT, NEUJEAN en PECHER.

en niet genoeg bestudeerd; anderen vonden bezwaar in de terugwerkende kracht van het ontwerp.

De meesten echter schijnen ze te hebben goedgekeurd; de Afdeelingen hebben verslaggevers benoemd, die in meerderheid tot het ontwerp zijn toetgetreden, en uwe Middenafdeeling stelt u voor, het aan te nemen.

De beschouwingen, welke in de Memorie van Toelichting voorkomen en welke het overbodig zou zijn te herhalen in dit verslag dat haastig moest opgemaakt worden en noodzakelijk kort moest zijn, hebben haar aangezet, de voorgestelde hervormingen goed te keuren.

Zij is van oordeel dat het, in 't algemeen, noodig is aan de rechters meer vrijheid van handelen te laten dan hun wordt gegeven door hoofdstuk IX van het Strafwetboek in zake verzachtende omstandigheden; aldus handelen sommige vreemde wetten.

Zij is inzonderheid er van overtuigd, dat, moest de rooster der straffen, voorzien bij de artikelen 80 en volgende van het Strafwetboek, behouden worden, vele wetsovertreders, wier veroordeeling door de openbare zedelijkheid thans wordt geëischt, aan elke straf zouden ontsnappen.

Volgens haar is er geen reden om stil te blijven bij het uitgebrachte bezwaar wegens de terugwerkende kracht; er wordt inderdaad niets gewijzigd in de betiteling der feiten, noch in de rechtsmacht; alleen de straffen worden veranderd en de voorgestelde straffen zijn geringer dan die door de bestaande wet zijn bepaald.

\* \* \*

Wil men zich een juist denkbeeld vormen van den omvang der hervorming welke in artikel 2 van het ontwerp is vervat, dan dient men te bemerken dat het artikel de vermindering der straffen slechts toelaat in de gevallen van toepassing der verzachtende omstandigheden. Aan het nieuw artikel 80 zal, evenals vroeger, voorafgaan artikel 79 van het Strafwetboek, luidende : « Indien er verzachtende omstandigheden bestaan, worden de lijfstraffen overeenkomstig de navolgende bepalingen verminderd of gewijzigd ».

Tot meerdere klaarheid had men in het ontwerp naar dit artikel 79 kunnen verwijzen. Doch de steller ervan meende dat zulks niet noodig was, daar de nieuwe artikelen 80, 81, 82 natuurlijkerwijs op hunne plaats in het Strafwetboek moeten opgenomen worden.

Het nieuw artikel 80 bepaalt den rooster der straffen, welke toepasselijk zijn op de misdaden van gemeen recht; het nieuw artikel 81 bepaalt die, welke toepasselijk zijn op de politieke misdaden; zij zijn volgens de vroegere teksten opgesteld. Men heeft er zich op toegelegd, de orde en den tekst van onze huidige wetten zoo juist mogelijk in acht te nemen. De omstandige opgave van de in deze artikelen vermelde straffen, welke sommige leden voor onnoodig hielden, zeggende dat het volstond het maximum en het minimum te bepalen, schijnt ons onontheerlijk. De verklaring der eerste

honderd artikelen van het Strafwetboek vereischte zulks; zóó verwijst artikel 82, dat de poging tot misdaad straft, naar de artikelen 80 en 81; zóó nog verwijst artikel 69, dat de medeplichtigheid bedoelt, naar dezelfde artikelen voor de vaststelling der straf.

De doodstraf bestond niet voor politieke misdaden. De oorlog deed er de noodzakelijkheid van erkennen. Een besluit-wet van 11 October 1916 paste het toe « op de misdaden tegen de buitenlandsche veiligheid van den Staat ». Dit was de oorsprong eener moeilijkheid; daar het vroeger artikel 81 niet de doodstraf voorzag, moest men steunen op artikel 80, dat slechts handelt over de misdaden van gemeen recht, wanneer verzachtende omstandigheden zich ten gunste van den beklaagde deden gelden.

Om deze onregelmatigheid te vermijden, heeft het besluit-wet van 14 September 1918 aan artikel 81 een lid toegevoegd, luidende : « De doodstraf, voorzien wegens misdaad tegen de buitenlandsche veiligheid van den Staat, wordt vervangen door levenslange hechtenis of door buitengewone hechtenis. »

Deze bepaling wordt door het onderhavig ontwerp overgenomen, tevens toelatende de straf te verminderen tot eene hechtenis van ten minste één jaar.

Wij hebben ons afgevraagd of de voorgestelde vermindering niet overdreven is.

Wij zijn geneigd het te gelooven.

Ook heeft de Middenafdeeling het ontwerp der Regeering gewijzigd en verzoekt zij de Kamer, het minimum der straf te bepalen, eenerzijds, op drie jaar voor de misdaden van gemeen recht strafbaar met de doodstraf of met dwangarbeid voor altijd en voor een beperkten tijddum, anderzijds, op twee jaar voor hen die strafbaar zijn met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar.

Doch, in de veronderstelling dat de bevoegde rechtsmacht de straf niet aanzienlijk zou kunnen verminderen, maakt de ervaring dezer laatste maanden in zake politieke misdaden, haar beducht voor vrijspraken die schandaal zullen verwekken. Door krijgsraden werden vrijgesproken betichten, die bekenden schuldig te zijn, en wel omdat die raden hen in geweten niet zoo zwaar konden straffen als de wet het voorschrijft. Met veel meer reden zou dit ook het geval zijn met de gezworenen die ons in sommige zaken — b. v. voor misdaden gepleegd onder den invloed der driften — aan zooveel toegevendheid hebben gewoon gemaakt. Daarom heeft de Middenafdeeling, na lange beraadslaging, zich vereenigd met den tekst der Regeering voor artikel 81. Zij herinnende zich hetgeen de toenmalige Minister van Justitie, de heer Carton de Wiart, schreef in de Memorie van Toelichting van het besluit-wet van 14 September 1918 : « De wet zorge er voor, het geweten van den rechter geen gemeld aan te doen, hem voor allen twijfel aangaande de rechtvaardigheid van zijn vonnis te sparen ».

\*  
\* \*

Door artikel 3 van het ontwerp worden de artikelen 1, 2, 3, eerste lid, der wet van 1867 op de verzachtende omstandigheden ingetrokken.



Deze intrekking was onontbeerlijk, eenerzijds, ten einde de gezworenen te begrijpen onder de rechtsmachten die geroepen zijn om uitspraak te doen over het bestaan van verzachtende omstandigheden, anderzijds, om te beletten dat al de niet politieke misdaden naar de hoëstraffelijke rechtbanken worden verwezen.

De Middenafdeeling stelt aan de Kamer voor, ten einde elke verwarring te vermijden, aan het eerste lid van het voorgesteld eerste artikel der wet van 4 October 1867 toe te voegen : « en, zooals hierna is bepaald, bij de rechtsmachten belast met het onderzoek ».

\*  
\* \*

Tegen de nieuwe bepaling, in artikel 4 van het ontwerp der Regeering opgenomen, werd in den schoot der Middenafdeeling geen bezwaar aangevoerd.

Ieder van ons weet bij ervaring dat, feitelijk, de voorschriften van artikel 342 van het Wetboek van Strafvordering sinds lang doode letter zijn voor de gezworenen, en dat aan de instelling van de Hoven van Assisen een maximum van nuttige werkkraacht zou gewaarborgd zijn door eene innige en vertrouwvolle samenwerking tusschen het Hof en de gezworenen.

Merken wij op, dat de artikelen van het ontwerp het Wetboek van Strafvordering bijna woordelijk herhalen. Artikel 342 van dit Wetboek vervalt, doch de artikelen 343 tot 362 worden geheel gehandhaafd en de tekst der artikelen 362 tot 371 wordt zoodanig gewijzigd, dat de gezworenen over de toepassing der straf kunnen uitspraak doen.

\*  
\* \*

Bovenstaand verslag en onderstaande amendementen werden door de aanwezige leden der Middenafdeeling eenparig aangenomen.

*De Verslaggever,*  
XAVIER NEUJEAN.

*De Voorzitter,*  
A. MECHELYNCK.

---

|                                                          |                                                              |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <b>Amendements<br/>proposés par la Section centrale.</b> | <b>Amendementen<br/>door de Middenafdeeling voorgesteld.</b> |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|

**ARTICLE 2 DU PROJET.**

Au texte proposé sub article 80 du Code pénal, remplacer :

Dans le premier alinéa, les mots : « d'un an » par les mots : « *de trois ans* ».

Dans le deuxième alinéa, les mots : « d'un an » par les mots : « *de trois ans* ».

Dans le troisième alinéa, les mots : « d'un an » par les mots : « *de deux ans* ».

**ARTICLE 3 DU PROJET.**

Ajouter à l'alinéa 1<sup>er</sup> du texte proposé sub article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 octobre 1867, les mots : « *et, ainsi qu'il est dit ci-après, aux juridictions d'instruction* ».

**ARTICLE 6 DU PROJET.**

Remplacer le mot : « jour », par le mot : « *lendemain* ».

**ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP.**

In den voorgestelden tekst, sub artikel 80 van het Strafwetboek, te vervangen :

In het eerste lid, de woorden : « één jaar » door de woorden : « *drie jaar* ».

In het tweede lid, de woorden : « één jaar » door de woorden : « *drie jaar* ».

In het derde lid, de woorden : « één jaar » door de woorden : « *twee jaar* ».

**ARTIKEL 3 VAN HET ONTWERP.**

Aan het eerste lid van het voorgesteld eerste artikel der wet van 4 October 1867 toe te voegen : « *en, zooals hierna is bepaald, bij de rechtsmachten belast met het onderzoek* ».

**ARTIKEL 6 VAN HET ONTWERP.**

De woorden : « op den dag harer » te vervangen door de woorden : « *daags na hare* ».